

<https://divergences.be/spip.php?article4412>



Combattre la machine génocidaire !

- Aujourd'hui - 2026 - Janvier 2026 -

Date de mise en ligne : samedi 3 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [MACHINA Riviera](#)

Le deux [1] désigne la division, la révolution

Après l'analyse développée dans l'article précédent, [Puissance et impuissance contemporaines](#), Maurizio Lazzarato reprend son examen pour comprendre les raisons pour lesquelles les mobilisations de ces dernières années n'ont pas réussi à mettre en crise la machine État-Capital.

Dans l'article d'aujourd'hui, l'auteur réfléchit à la manière dont la révolution et le « deux » doivent être repensés à l'ère de la gestion libérale-démocratique et capitaliste du génocide.

Ce texte propose des thèses qui novatrices et progressistes. Il est typique du confusionnisme qui règne dans une certaine gauche à la recherche d'une survie intellectuel. on y trouve la fachophobie qui se drape dans une facho-logie salvatrice.

Nous soulignons les passages important en marron, les commentaires sont en notes.

N.B. Les "deux" désigne le dualisme, la dualité.

Nos commentaires sont en notes, il suffit de cliquer sur le chiffre pour les afficher.

R-D M

Sommaire

- [Le néolibéralisme n'a jamais](#)
- [La multiplicité et le deux](#)
- [Autres considérations intempes](#)

Le néolibéralisme n'a jamais existé !

Le passage du fordisme au néolibéralisme s'opère à travers le déploiement de la « puissance du négatif », opérée non pas par des individus – comme le voudrait le libéralisme – mais par des États, des institutions, des monopoles, des groupes sociaux, des partis politiques, des forces militaires, etc. L'affirmation d'un nouveau système économique, politique et militaire se réalise avant tout par la destruction : la négation des classes telles qu'elles étaient sorties de la Seconde Guerre mondiale (tant les classes révolutionnaires du Sud que celles engagées dans des luttes plus réformistes, mais aussi les classes dominantes d'inspiration keynésienne) ; la négation des dispositifs économiques des « trente glorieuses » (le fonctionnement de la monnaie, des salaires, de la protection sociale, des services publics, etc. selon les principes keynésiens) ; la négation des institutions de cette époque, en particulier de la démocratie, jugée incompatible avec le capital ; la négation de la culture du « compromis » instaurée après la

guerre. [2]

Nous ne mentionnerons que quelques dates « symboliques » (et les événements qui y sont liés) de ce processus à la fois de négation et d'affirmation, qui peut être décrit comme une longue série de décisions, de menaces, d'intimidations, de chantages, de guerres civiles, d'impositions unilatérales fondées sur la puissance de l'empire américain. Contrairement à la transformation en cours, nous disposons de tous les documents nécessaires pour dresser le bilan de la révolution conservatrice des années 70 et 80 et nous pouvons facilement constater qu'il s'agit de la matrice de notre présent.

1971 : l'État américain déclare la fin de la convertibilité du dollar en or, fondement de l'empire monétaire et financier qui fait du déficit commercial l'arme d'imposition de sa monnaie souveraine. Le président américain de l'époque, Nixon, dévalue le dollar et impose un droit de douane de 10 % à l'ensemble du monde occidental.

1972 : Nixon et Kissinger rétablissent les relations politiques avec la Chine, moment fondamental de la stratégie de l'État, sans lequel il n'y aurait pas eu de « mondialisation » ni d'accumulation mondiale du capital, d'où est né le « néolibéralisme ».

1973 : coup d'État au Chili organisé par le Pentagone et les militaires fascistes pour mettre fin militairement à la reproduction des « révolutions » dans le Sud du monde et installer le premier gouvernement néolibéral/putschiste. Fondation de la Commission trilatérale.

1974 : accord politique entre les États-Unis et l'Arabie saoudite pour que l'achat de pétrole se fasse en dollars (en pratique, son indexation sur « l'or noir »).

1975 : crise fiscale de l'État de New York (les retraites des fonctionnaires sont utilisées pour rééquilibrer le budget) et déclaration de la Commission trilatérale contre la démocratie (jugée incompatible avec le capitalisme).

1976 : coup d'État en Argentine, qui continue à préparer le terrain pour l'installation du « néolibéralisme », comme cela s'était produit au Chili. La mort de Mao et l'arrestation de la « Bande des Quatre » mettent définitivement fin à la période de la Révolution culturelle (qui menaçait constamment de déboucher sur une guerre civile). La Chine accompagne la mise en place de la financiarisation américaine, en bloquant les salaires, en incorporant l'industrie occidentale et en inondant le marché américain de produits à bas prix.

1977 : premier voyage de Hayek au Chili pour rencontrer Pinochet et faire l'éloge de l'État fasciste, condition préalable à son marché libre et concurrentiel. La répression commence en Allemagne et en Italie de la part des États respectifs pour éteindre les derniers feux de 1968 (ou les premiers signes avant-coureurs de luttes futures). À partir de 1969, une « stratégie de la tension » se déploie en Italie : une série d'attentats organisés par les fascistes et les services secrets italiens et américains dans le pays le plus combatif d'Europe.

1979 : la contre-révolution conquiert l'État avec Thatcher : de nouvelles lois et un nouveau droit pour détruire les lois et le droit imposés par les États-Unis eux-mêmes après les guerres. Volcker, expression de la nouvelle stratégie de l'État, fait exploser les taux d'intérêt pour stopper l'inflation et lancer l'économie de la finance et de la dette (à ces taux, il vaut mieux spéculer que produire).

1980 : la contre-révolution prend également le contrôle du pouvoir étatique aux États-Unis avec Reagan qui lance des politiques fiscales régressives, des réductions d'impôts pour les riches, une augmentation des dépenses militaires et s'attaque au système de protection sociale. Les États américain et britannique s'attaquent

systématiquement aux forces syndicales et vainquent les classes ouvrières du Nord du monde.

1983 : invasion de la Grenade par les États-Unis pour destituer les marxistes au pouvoir et deuxième voyage de Hayek chez les fascistes chiliens.

1985 : fin de la première phase de la guerre civile lorsque les États-Unis imposent au Japon (la « Chine » de l'époque) de se suicider économiquement pour sauver l'Empire (réévaluation de la monnaie japonaise, investissements aux États-Unis, achat de la dette américaine, etc.). L'économie japonaise ne se relèvera plus jamais.

La diversité des interventions (sociales, médiatiques, académiques, militaires, économiques, géopolitiques externes, politiques internes, etc.) nécessaires pour changer les modes d'accumulation est impressionnante, mais aucune d'entre elles n'est confiée au libre marché concurrentiel. Ce qui revient sans cesse, c'est l'action de l'État et de la force, car c'est là que s'est déroulé et se déroule encore le développement, la gestion et la médiation (avec d'autres monopoles de pouvoir, notamment financiers) de la stratégie américaine.

La stratégie de Trump est une réplique de celle pratiquée par les administrations américaines entre 1971 et 1985. À la seule différence qu'à l'époque, l'Union soviétique existait encore et les BRICS n'existaient pas. La grande majorité de la production mondiale était le fruit du « capitalisme collectif » (États-Unis, Europe, Japon), alors qu'aujourd'hui, les BRICS produisent plus que le G7 et le Sud refuse de se laisser exploiter, rendant la stratégie américaine impossible.

Une fois la guerre civile occidentale terminée par une victoire écrasante des États-Unis, le discours néolibéral explose. Le néolibéralisme prétend faire de l'économie une alternative radicale à la souveraineté et au monopole de la décision (l'État) qui l'ont institué. Le modèle hobbesien de « protection » assurée par le souverain en échange de l'« obéissance » des sujets cède la place au marché, où personne ne décide et tout le monde choisit : de la multiplicité des choix individuels coordonnés par la concurrence naît un ordre spontané (« Cosmos », selon le putschiste Hayek). [3]

Les conséquences de la foi en la victoire totale du capitalisme et en l'élimination définitive du négatif sont à la fois dramatiques et comiques. Après la chute de l'Union soviétique, alors que s'impose le Washington Consensus (reconnaissance de l'hégémonie unilatérale des États-Unis sur le marché mondial), s'établit une convergence paradoxale et contre nature entre la pensée critique et les nouveaux mouvements d'une part, et le libéralisme d'autre part. La défaite du communisme est célébrée comme la neutralisation du « négatif ». La disparition de l'ennemi né avec la révolution soviétique ouvre la voie à l'action « positive » du marché, à la démocratie exportable dans le monde entier, à la réduction des guerres à des phénomènes marginaux, à la paix et à « rien de moins » à la fin de l'histoire qui, comme chacun sait, avançait vers la victoire libérale, toujours du côté négatif : à travers la guerre, la destruction, la domination. [4]

Bien avant 1991, tout au long des années 60 et 70, la pensée critique avait concentré ses efforts théoriques sur la libération du « négatif ». La politique révolutionnaire, fondée sur la négation de l'ennemi de classe et la destruction de ses institutions (État, marché, armée, police), serait, selon cette perspective, à l'origine de sa propre défaite.

La nouvelle politique doit être « affirmative » (ou performative) : le négatif n'existe pas, ou n'a qu'une existence « phénoménologique » ; l'être est absolument positif. Même l'action du pouvoir doit être considérée avant tout comme positive, car elle produit plutôt qu'elle n'interdit, elle accroît la puissance de la vie au lieu de la détruire (Foucault) à « pensé et écrit alors que la contre-révolution était arrivée jusqu'à l'élimination physique de l'ennemi politique. Double aveuglement : celui de la pensée libérale (qui, avec la « guerre infinie contre le terrorisme », s'est simplement trompé

d'ennemi) et celui de la pensée critique, car le « deux » de la domination, de l'exploitation, de l'impérialisme, de la guerre, de la guerre civile, du colonialisme et du génocide existe et persiste malgré le refoulement du « négatif ». S'ils ne sont pas solubles dans le marché, ils ne le sont pas non plus dans l'éthique de la relation à soi, dans la production de la subjectivité, dans le pouvoir constituant de la Multitude, dans le devenir révolutionnaire. [5]

La multiplicité et le deux

La relation multiplicité/dualisme est notre problème politique, mais, dans la conjoncture théorique et politique des mouvements contemporains, il est presque impossible de la poser. La situation des cinquante dernières années pourrait être résumée ainsi : organisation locale, intermittente, distribuée, versatile, multiple contre les différentes modalités de domination/exploitation (ni horizontale, ni verticale, affirme le camarade brésilien Rodrigo Nunes) et désorganisation absolue (jusqu'à son refus), incapacité à construire et à imposer des rapports de force, absence de théorie et de pratique de l'usage de la force dans la confrontation avec la totalité divisée (à cet égard, le camarade brésilien est bien représentatif de l'impasse contemporaine). Seul l'ennemi de classe considère ce niveau du conflit comme stratégique. C'est ainsi qu'il continue à gagner. Une série interrompue seulement par les révolutionnaires du XXe siècle qui ont décidé d'affronter résolument le « deux » du pouvoir, car c'est par là que sont venues toutes les défaites du XIXe siècle. Que faire pour que la multiplicité des luttes qui se sont manifestées avec la Commune de Paris ne se termine pas par la « semaine sanglante », par le massacre des insurgés ? [6]

L'extermination est revenue sous la forme d'un génocide que les démocraties libérales et le capitalisme progressiste n'ont aucun mal à inciter, financer, armer, légitimer. Le problème se pose à nouveau, avec urgence, dans de nouvelles conditions. Gaza est bien plus qu'un des foyers de la guerre civile mondiale « en morceaux », **Gaza est notre destin !** Les États-Unis distribuent des millions de dollars qu'ils n'ont pas (Milei, Israël, Ukraine, toutes les « révolutions » colorées, etc.) comme s'il s'agissait de cacahuètes, grâce à une énorme bulle financière dont on ne sait pas quand, mais qui éclatera certainement. Les gouvernements occidentaux disposeront alors de procédures, de dispositifs et de techniques éprouvés dans le génocide des Palestiniens, qu'ils pourront utiliser contre les pauvres du Nord, car ce qu'Israël pratique est une guerre contre la population. Lors des deux guerres mondiales, un grand nombre de civils ont été tués, mais parce qu'ils étaient pris entre les combats de deux armées ennemies. Ici, les civils sont la seule véritable cible de l'armée israélienne. Une situation similaire se produira lorsque le changement climatique poussera les « barbares » du Sud vers le Nord, à la recherche désespérée de conditions leur permettant de vivre et de respirer. Les maîtres du monde ont un nouveau modèle de guerre civile contre les prolétaires de la planète entière, prêt à l'emploi, conçu par les sionistes. [7]

L'impératif catégorique de notre époque : il faut penser à partir de Gaza, c'est-à-dire à partir de la violence absolue que la machine État-Capital n'hésite pas à mettre en œuvre. On ne peut limiter la critique du capitalisme à la critique du travail, du welfare, de l'État régulateur ou même de la police en considérant ces institutions comme fondamentalement pacifiées, car le génocide est produit par les entreprises elles-mêmes et par l'État lui-même. On ne peut limiter la critique du pouvoir à la critique des disciplines, de la biopolitique, des sociétés de contrôle, de la surveillance. Le génocide n'est pas l'expression d'un autre pouvoir, mais de ces mêmes dispositifs que nous insistons pour voir fonctionner sans guerre, sans guerre civile, sans hostilité radicale de classe. [8]

Les démocraties ne s'opposent pas aux autocraties parce qu'elles organisent directement le génocide et répriment ceux qui le dénoncent. En fait, nous avons jugé le nazisme comme une parenthèse, une interruption d'un capitalisme et d'un État fondamentalement « progressistes », même si nous avons affirmé le contraire. En réalité, nous n'avons jamais pensé rigoureusement « après Auschwitz » et aujourd'hui, notre conscience pusillanime et insouciante est déstabilisée par Gaza, cimetière de nos théories affirmatives, de nos philosophies sans négatif, de notre radicalité sans haine de classe, de notre politique sans rupture révolutionnaire avec la destruction et l'autodestruction de la machine génocidaire État-Capital. [9]

Après deux ans d'indifférence apparente, Gaza a suscité des formes de mobilisation qui reprennent les questions auxquelles avaient répondu les révolutionnaires de la première moitié du XXe siècle, confrontés aux guerres mondiales déclenchées par les crises du capitalisme concurrentiel et de sa forme de gouvernement, le libéralisme.

Le mouvement italien du début de l'automne a montré que la force se crée, que la puissance se fait quand on attaque directement le « tout divisé », que l'affrontement produit une massification quand l'offensive est dirigée contre la forme la plus générale de l'exercice du pouvoir, le génocide, la guerre civile mondiale, la guerre entre États. Le mouvement devient une force politique lorsque la multiplicité, s'élevant à la hauteur de la stratégie de l'ennemi, assume le deux, le dualisme global imposé par la totalisation impossible du pouvoir. [10]

Ni désertion, ni exode, ni ligne de fuite, mais rupture globale. L'exode a été pensé comme une alternative aux révolutions et à leur confrontation/affrontement direct avec le pouvoir. Contourner, dévier, esquiver, éluder, éviter le pouvoir, comme si l'on avait la force d'imposer une autre vie, d'autres comportements, une autre subjectivité, et comme si cette force, lorsqu'elle s'est manifestée, n'était pas le résultat d'un siècle de révolutions et de luttes, et donc de rapports de force toujours réversibles (et qui se sont effectivement renversés !), mais une acquisition, un potentiel ontologique. D'une dimension spatiale, l'exode, la soustraction, la désertion se transforment pour donner naissance à une éthique, à une « autre vie », à un modèle éthico-politique sur lequel converge l'ensemble de la pensée critique. [Pour plus de détails cliquer ici](#) et [Pour plus de détails cliquer ici](#)

On a opposé les conflits des mondes aux conflits des forces, toujours dans l'illusion d'échapper au deux de la lutte, mais les mondes sans force deviennent rapidement étroits, pauvres à tous points de vue, jusqu'à s'éteindre dans la domination/exploitation. Même en admettant que la multiplicité qui s'exprime dans les mouvements soit un exode en cours, l'épreuve du deux arrive toujours. Ne serait-ce que parce que le tout divisé et impérial n'a nullement l'intention de perdre son hégémonie. Même la positivité d'un modèle éthico-politique hypothétique doit se mesurer au négatif, et deux fois plutôt qu'une. [11]

Tout d'abord, la force et la puissance de l'affirmation ne peuvent naître que grâce à une négation. L'histoire n'avance pas selon un plan prédéterminé, elle n'a pas de direction ni de sens inscrits en elle ; elle progresse selon les « hasards » des conflits, selon les stratégies des guerres et des guerres civiles. Mais même dans ce cas, c'est du « côté négatif » des choses que l'histoire se fait. De nombreuses illusions de la pensée critique et des nouveaux mouvements sont tombées après 2008.

Comme toute affirmation, celle du mouvement a besoin d'une double négation pour s'imposer : une première, préalable à son événement, qui fonctionne comme condition de son émergence, et une seconde, à construire, qui la consolide et la réalise pleinement en attaquant la machine capital-État dans son ensemble. [12]

Le négatif est doublement subordonné à l'affirmation du mouvement contre le génocide, mais il ne peut en aucun cas être éliminé : une première fois, l'affirmation présuppose la négation de l'inexistence à laquelle le prolétariat italien était condamné avant son soulèvement (condamné à l'aphasie, par l'asymétrie des rapports d'exploitation, de domination, de subordination au patron, au mâle, à l'homme blanc) qui était, en même temps, la négation de la politique de guerre, la négation du sionisme génocidaire. Mais pour durer, se structurer, s'organiser, il faudra inventer et pratiquer une seconde négation. De la force du soulèvement, de son développement dans le temps et dans l'espace, dépend sa capacité à nier la totalité divisée, c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs, des valeurs et des institutions de la totalisation impossible du capitalisme et de son État. [13]

Cette seconde négation est différente de celle manifestée par l'« insurrection », par le tumulte, par la révolte : elle implique une autre temporalité et une stratégie de longue durée. La lutte pour les salaires, pour le bien-être, pour les droits politiques et sociaux est nécessaire, mais insuffisante. La lutte politique est un double mouvement de bas en haut, mais aussi l'inverse : la lutte générale contre la totalité divisée qui donne force, cohérence et perspective aux luttes particulières (du moins ainsi en a-t-il été tout au long des XIXe et XXe siècles). La lutte radicale contre le

pouvoir global revient sur la multiplicité, sur le micro, sur les luttes spécifiques pour les renforcer, les intensifier, les rendre capables de construire des rapports de force, tout en leur conférant une profondeur historique. Cette deuxième phase s'amplifie si elle parvient à conjuguer le bas et le haut, la multiplicité et le deux : c'est là l'opportunité politique qu'il faut savoir saisir. [14]

De la rupture émerge un processus de constitution d'une subjectivité qui, avant l'acte de refus, n'existait pas, créant de nouvelles possibilités dont l'actualisation n'est pas seulement un « rapport à soi », satisfait de sa propre mutation, de sa propre différenciation et de son propre devenir, mais l'organisation de la force à déployer dans la lutte pour détruire la machine de domination et d'exploitation, et l'éternel retour des guerres mondiales et civiles qu'elle est toujours prête à déclencher. [15]

Historiquement, cette double négation de l'affirmation en politique a été appelée révolution. Je ne sais pas quelle forme prendra ce mouvement italien, s'il adoptera la stratégie et la temporalité de la seconde négation, mais une chose est sûre : s'il ne veut pas refluer, s'il refuse de retomber dans les différentes modalités de la domination serviteur-maître, s'il ne veut pas redevenir une simple multiplicité dispersée et fragmentée, il doit affronter le problème du rapport entre multiplicité et dualisme, il doit se demander comment défaire le « tout divisé ». Et, si le cas se présente, il ne doit pas fermer les yeux devant la question de la force. [16]

Si la nature de la lutte est radicalement non déterministe, la stratégie n'en est que plus nécessaire. C'est l'acte de révolte qui crée la force, la rupture qui crée le possible, la révolte qui ouvre le processus de subjectivation. Il n'existe pas de prolétariat « en soi » (ontologie des forces productives) qui doit devenir « pour soi » (leur actualisation), comme dans la tradition hégélienne-marxiste, qui est aristotélicienne de ce point de vue. [17]

Je ne sais pas si le cycle des révolutions est terminé, si « la révolution a déjà eu lieu », si elle a échoué à cause de la guerre et de la violence, si l'on peut remplacer la révolution par un « devenir révolutionnaire » pâle et impuissant. Ce qui m'intéresse, c'est de trouver une réponse aux questions que posent les rapports de pouvoir (et en particulier la guerre). Les révolutions du XXe siècle ont donné leurs réponses.

[18]

La révolution a été une « simplification » capable de revenir aux fondamentaux ; elle a pratiqué un retour aux principes, pour reprendre les termes de Machiavel, c'est-à-dire qu'elle a fait resurgir la division, le dualisme de classe, entre propriétaires et non-propriétaires, qui fonde la société capitaliste. Aujourd'hui, cette simplification n'est régulièrement imposée et organisée que par nos ennemis, sous la forme d'une guerre civile de faible intensité ou d'une violence ouverte. [19]

Dans la révolution, le renversement des rapports des « hommes dans les rapports entre les choses » ne fonctionne plus. Elle nous place immédiatement face à un ennemi qui n'est plus protégé par les automatismes économiques (monnaie, marché, etc.). L'impersonnalité des rapports capitalistes redevient « personnelle » : le roi est nu. La révolution intervient lorsque le pouvoir est en jeu et que les classes dominantes sont prêtes à accumuler des montagnes de cadavres pour le conserver. [20]

La révolution a été une transformation de la violence subie en force dirigée contre l'ensemble divisé du pouvoir. **On identifie la révolution à la violence**, mais la violence sociale (sexisme, racisme, exploitation, domination) est infiniment plus vaste que la violence révolutionnaire, dont l'objectif premier est précisément de la circonscrire et de la transformer en force. J'encourage le lecteur à lire la Théorie de la violence citée en note [Pour plus de détails cliquer ici](#) et [Pour plus de détails cliquer ici](#) La révolution a été un énorme processus de double subjectivation : subjectivation des organisations politiques révolutionnaires et subjectivation du prolétariat. La stratégie a été conçue à partir de leur relation et de leur confrontation avec l'ennemi. [21]

Le capitalisme se répète dans la différence, mais la différenciation n'en élimine pas les principes. Au contraire. La machine État-Capital a changé, mais les problèmes que nous venons d'énumérer à titre d'exemple demeurent. De nouvelles réponses aux dualismes de la guerre, de la militarisation, du fascisme doivent être rapidement recherchées, car la force de destruction que déploie la machine Capital-État en période de radicalisation des rapports de pouvoir entre les classes et entre les États risque de se transformer en autodestruction (qui touche déjà l'Europe de manière irréversible). Ce danger est aujourd'hui multiplié par le fait que la souveraineté américaine (non seulement l'État, mais l'ensemble des centres de pouvoir) n'a plus la possibilité de coupler l'action destructrice à l'invention d'un nouveau capitalisme. Ce qu'elle peut offrir au reste du monde, c'est la perpétuation d'une domination militaro-financière qui n'a d'autre légitimité que sa propre reproduction. [22]

Parallèlement, au cœur de l'Empire, là où résident les institutions monétaires et financières de la société des rentiers, le mot « socialisme » – banni, maudit, diabolisé – refait surface, autre symptôme de l'intensification des conflits et de leur dualisme. [23]

C'est pour cette raison qu'il est aujourd'hui extrêmement urgent de s'interroger sur la division des classes, sur la totalisation impossible, sur son usage effronté, cynique et sadique de la violence qui atteint son paroxysme dans le génocide, et d'essayer d'apporter des réponses à la hauteur de l'affrontement, en gardant à l'esprit les grands succès et les grands échecs des révolutions ! [24]

Autres considérations intempestives sur la misère ambiante

Ce texte, représentatif d'une tendance sénile de la gauchosphère, démontre la perte du sens du réel qui sévit dans certains milieux à " haute prétention révolutionnaire"..

1)- Le néolibéralisme n'a jamais existé, dit-il. Lazzarato en liant État et Capital, biaise dès le départ son analyse. L'État, souvent monarchique, préexiste à la révolution industrielle. Le capital émane de la volonté d'indépendance de certaines classes sociales (noblesse éclairée ou bourgeoisie). Il est certain que la collusion entre ces deux composantes de la modernité se concrétise particulièrement dans les périodes de guerre.

Le néolibéralisme a bien existé (comme Dieu, je l'ai croisé dans la rue), il arrime la financiarisation à la mondialisation. La polysémie du mot sème, il est vrai, la confusion. Si le néo n'existe pas, le libéralisme non plus.

2)- Comme tous les idéologues de la gauchosphère, Lazzarato se noie dans les vapeurs sublimes de la militance. Le réel se réduit à une fantasmagorie qui évite de se poser les vraies questions. Gaza, le génocide, l'islamophobie, le féminisme, les trans et tutti occupent le devant de la scène pour cacher la misère de l'arrière-boutique.

3)- Le "deux". Lazzarato reste dans l'ancienne problématique du dualisme dont il tente désespérément de redorer le blason. Le négatif comme affirmation d'une nouvelle positivité. Son apologie de l'insurrection sent le moisi du léninisme.

4)- En fin de compte, nous devons combattre sur deux fronts : celui du technoféodalisme et celui de l'ennemi intérieur de la vieille garde stalinienne. Bref, l'art de perdre avant même d'avoir dégagné.

5)- L'article MAURIZIO LAZZARATO ET LE MALHEUREUX RETOUR AU MARXISME-LÉNINISME ET À L'ANTI-IMPÉRIALISME paru dans Lundi matin #499 du 2 décembre 2025 reprend et développe les mêmes analyses. " Reste donc Gaza... et les musulmans comme prisme de lecture du monde occidental tenté par le petit fascisme

démocratique, qu'il ne faut pas confondre avec le vrai, l'historique " (avant dernier paragraphe de l'article cité).

Post-scriptum :

Maurizio Lazzarato vit et travaille à Paris. Parmi ses publications chez DeriveApprodi : *La fabbrica dell'uomo indebitato* (2012), *Il governo dell'uomo indebitato*(2013), *Il capitalismo odia tutti*(2019), *Guerra o rivoluzione* (2022), *Guerra e moneta* (2023). Son dernier ouvrage est : *Guerra civile mondiale ?* (2024).

[1] action réaction, dualité, pouvoir contre pouvoir

[2] 1) Le néolibéralisme est avant tout une financiarisation qui utilise les masses monétaires engendrées par le pétrole et les gains de productivités du machinisme fordien ou non.

2) Les différentes "ismes" idéologiques et institutions citées ne sont pas des essences, des abstractions. Le capital existe à travers les capitalistes, les individus " agents et consommateur à la fois. L'incarnation est l'expression des idées. Ici, se cache un inconscient du texte. Seul le dieu monothéisme crée et est sa propre création, l'idée de lui même comme absolu. La créature (l'homme) forge péniblement sa représentation de soi, ses relations au monde et aux autres. L'individu est contingence totale, les idées sont toujours incarnées, mises en chair (autre que le corps animal) (Pour approfondir cette délicate question voir Michel Henry, *une Incarnation de la chair*, Seuil, 2000 et aussi son Marx en 2 vol cher Gallimard, 1976 et en poche 1991)

3) Lazzarato reste dans la vulgate hégélienne de la négativité. La destruction est au coeur le reproduction du capital. Cf Schumpeter la " destruction créatrice ", le processus par lequel de nouvelles innovations viennent constamment rendre les technologies et activités existantes obsolètes.

[3] *La Route de la servitude* écrit entre 1940 et 1944 (traduit en français) en 45 est devenu le texte qui relance le libéralisme sous un angle régénérateur et qui dénonce les abus de la pensée totalitaire marxo-léniniste vs stalinisme de l'époque. https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Ro... L'État est dénoncé comme un ennemi de la démocratie et de la liberté individuelle. Ce courant de pensée fut écrasé, en Europe par le rouleau compresseur du stalinisme devenu le phare de la bienpensance post-45. Il se développa aux USA en toute quiétude (cf. Mises Institut <https://www.google.com/url?sa=t&...> et Cato institut, plus libertarien [https://fr.wikipedia.org/wiki/Cato ...](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cato_...)

[4] L'insistance de Lazzarato sur le "négatif" comme opposition au capital reste dans la hegelo-marxo-sphère. Il ne comprend pas que la négativité est le ressort du capital. Il croit encore au père Lénine et à ses produits dérivés. Évidemment, il ne peut rien comprendre à la question ukrainienne. Comme beaucoup de ses compagnies en zombiland, la géostratégie lui échappe. <https://ggdecolonial.fr/edito-46-en...>

[5] Lazzarato actionne le grand mixer des idées. Le simplisme évite d'affiner la pensée, le fromager sait, lui, que l'affinage est une technique essentielle. Le devenir révolutionnaire ? le Grand Massacre commencé en 1917 doit continuer.

[6] Pas de doute, le retour à la militance du XIX^e siècle garantira un renouveau de la pensée révolutionnaire. Merde, le monde à changer, Camarade !

[7] La démocratie bourgeoise se sauve par de nouveaux oripeaux : le génocide et pas n'importe lequel, celui de Gaza. Toujours en quête de mobilisations à fortes connotations émotives, une partie de la gaucho-sphère a enfourché une nouvelle phobie : le génocide. C'est presque à croire qu'elle croit en la guerre propre, zéro mort, et à la guerre juste, le 7 octobre par exemple. Nous assistons au détournement de la définition juridique de génocide : " L'ONU en a donné une définition juridique dans la convention du 9 décembre 1948 pour la prévention de la répression du crime de génocide (art II) : il désigne les actes « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ". La vulgate reconnaît : le génocide arménien, l'Holocauste, le génocide au Cambodge et celui des Tutsis au Rwanda. Mais quand est-il de l'extermination indiens d'Amérique du nord et du sud ; trop lointains pour nous concernés !

[8] Heureusement, les adeptes ont trouvé leur nouveaux *point d'Archimède*. Lazzarato forge un concept à tout épreuve : **la machine État-Capital**. Il semble totalement ignoré les pulsions actuelles du capital à se libérer de l'État, anciennement liées à l'industrie lourde, mobilisatrice de capitaux et de main-d'oeuvre, mais aujourd'hui portées par un fort désir d'émancipation, la révolution numérique bouscule le vieux monde.

Combattre la machine génocidaire !

[9] Démocratie =>génocide, la formule ressemble à un mantra magique. Cette analyse se base sur la continuité historique du fascisme et du nazisme. Heureusement, l'armée rouge en cours de recomposition viendra nous libérer.

[10] Quand le génocidé devient génocidaire, l'antisémite refoulé a trouvé sa planche de salut. Le "deux" annoncé s'éclaircit ou plutôt se caricature au paragraphe suivant. La question du dualisme et de la violence mérite mieux que cette ragougnasse simpliste.

[11] Eh oui ! certains pensent encore comme ça ! Le deux se réduit à la pauvre vieille dialectique du maître et de l'esclave.

[12] la dialectique ami/ennemi de Carl Schmitt est reprise sans recul par trop de " penseurs " de gauche. D'où l'utilité de se frotter aux textes urticants, cela évite de tomber dans les pièges faciles de la séduction totalitaire.

[13] Bonjour les dégâts de la pensée circulaire, réductrice et narcissique.

[14] De toute évidence, Lazzarato est resté les deux pieds dans la mouise des siècles d'or des illusions vite perdues. La double révolution actuelle : la Tech est le retour en force des Lumières sombres (dark Enlightenment) n'a pas atteint les synapses du héraut de la négativité positive.

[15] Ce paragraphe atteint le sommet du ridicule. Cette subjectivité en référence n'est que celle du prolétaire devenu consommateur de lui-même (le tout-à-l'égo) et des bienfaits de la libération au moyen des objets offerts par le capital. L'exploitation est rejetée (provisoirement) en périphérie mais nous revient à travers des flux migratoires : tourisme et émigration.

[16] Lazzarato n'a jamais dû mettre les pieds dans un atelier, un dépôt de logistique, un centre de gestion ou de calcul, sinon il saurait que le système (la Tech), le Maître peut prendre le contrôle des outils numérisés et couper l'herbe sous le pied des ânes de la révolution.

[17] La violence n'est plus qu'un exutoire que les Maîtres de la Tech encouragent ou répriment à leur guise.

[18] La révolution : le rêve éveillé, le nouveau opium du peuple. Pas un mot sur **le mode de production** et ses implications sociales, individuelles etc...Aurait-il disparu du bagage conceptuel de nos staliniens post-historiques

[19] Confondre révolution et catharsis, il fallait le faire ! Les fondamentaux induits relèvent des mythes qu'il ne faut surtout pas remettre en cause sous peine de dépression.

[20] Encore ce besoin irrésistible de se forger un ennemi. Cette gauche schmittienne est increvable. Une révolution sans cadavres ?

[21] La vulgate putschiste léniniste sévit encore dans les tréfonds de la poubelle de l'histoire. La question de la violence demeure au cœur de l'action contre la domination dont elle est une caractéristique. Refouler ce questionnement indique l'indigence de cette démarche.

[22] nous l'avons vu la machine État-Capital a changé de visage. Le capital cherche à se libérer de toutes les entraves à son développement. Sa reproduction mobilise maintenant d'autres mécanismes. Lazzarato semble ignorer les courants libertariens à fortes connotations à la fois révolutionnaires et réactionnaires dont nous nous efforçons dans Divergences de constater l'existence afin d'affiner nos analyses et tenter de formuler des alternatives innovantes.

[23] Affligeant ! Les néo-capitalistes sont tout sauf des rentiers, ils se définissent eux-mêmes comme des "entrepreneurs", la rente tue le capital, ruine l'investissement. La reprise en main du destin du capital passe par une refonte intellectuelle (y compris spirituelle) du mode de production : le technoféodalisme envahit tout, il est l'Empire sans frontière, la restructuration profonde de la domination à travers les instruments de la Tech. Nous vivons dans la nasse du **tech-monde** .

[24] Pour finir l'auteur semble regretter que le génocide ne soit pas du côté de la révolution afin de liquider une fois pour toute la race maudite des profiteurs.